



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 03 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STOCKMEIER Urethanes France SAS

8 RUE DE L INDUSTRIE
68700 Cernay

Références : 0006702144_2025_09_26_STOCKMEIER_AN2025_Points-chauds
Code AIOT : 0006702144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/09/2025 dans l'établissement STOCKMEIER Urethanes France SAS implanté 8 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay. L'inspection a été annoncée le 11/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action Nationale 2025 "Travaux par points chauds":

- Cette action vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important. La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Référentiels utilisés :

- Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

- Arrêté préfectoral du 14 mars 2019 portant prescriptions complémentaires à la société STOCKMEIER URETHANES France.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STOCKMEIER Urethanes France SAS
- 8 RUE DE L INDUSTRIE 68700 Cernay
- Code AIOT : 0006702144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société STOCKMEIER URETHANES France est spécialisée dans la conception de produits élaborés par formulation et mélange de composant à base de polyuréthane.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Connaissance des risques et des installations	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Maîtrise de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Travaux	Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 7.3.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité sur les points contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Connaissance des risques et des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.[...]
Constats : Dans le cadre de ce contrôle, l'exploitant a transmis par courriel, en amont de l'inspection, le plan de zonage de son site précisant les zones à risques dont la dernière mise à jour date de 2022. Selon les dires de l'exploitant, aucune modification du site susceptible d'impacter les zones de dangers identifiées n'a été effectuée depuis cette date.

Lors du contrôle en salle, l'exploitant a indiqué que ce plan matérialisant les zones dangereuses a été établi en cohérence avec l'activité du site ainsi que dans le cadre de l'élaboration de son DRPCE (document relatif à la protection des travailleurs contre les explosions), avec l'appui technique d'un bureau d'études.

Au cours de la visite sur le terrain, l'Inspection s'est attachée à vérifier, par échantillonnage, la cohérence des installations matérialisées comme des zones présentant des risques liés à la présence d'atmosphère explosive (ATEX) sur le plan et la situation effective observée sur site. Cette vérification a porté en particulier sur les installations suivantes :

- le local « ADF1 » : zone de mélange de produits inflammables nécessaires au processus industriel, identifié comme une zone ATEX classée 1 pour les gaz et 21 (présence occasionnelle) pour les poussières combustibles,
- le local « ADF2 » : zone de stockage et de manipulation de produits inflammables, identifié comme une zone ATEX classée 1 pour les gaz et 21 pour les poussières combustibles,
- le « Hangar » : zone de stockage de produits inflammables, identifié comme zone ATEX classée 2 (présence rare) pour les gaz,
- le local « Poudres » : zone de manipulation de poudres (pigments, charges minérales, etc.), identifié comme une zone ATEX due aux poussières combustibles, classée 21 dans un rayon d'un mètre autour des contenants, et 22 (présence rare) pour l'ensemble du local.

Ce contrôle n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Maîtrise de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation et de sécurité

Prescription contrôlée :

[...]L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel.[...]

Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin :

[...]

- l'obligation du « permis d'intervention » prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

[...]

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

[...]

Constats :

Dans le cadre du contrôle de cette prescription, l'exploitant a indiqué que, hormis pour les chauffeurs poids lourds (lors des opérations de chargement et de déchargement), le poste d'accueil, situé à l'entrée du site, constitue un point de passage obligatoire pour toute personne

accédant aux installations.

Il a, par ailleurs, précisé que les chauffeurs PL n'accédant pas au site par ce poste, disposent d'une entrée dédiée implantée à proximité des quais de chargement, au sein du hall de stockage des produits finis et des matières premières.

D'autre part, l'exploitant a souligné qu'avant toute nouvelle intégration, qu'il s'agisse d'un salarié ou d'un intervenant extérieur, une présentation de l'entreprise ainsi qu'une sensibilisation aux risques liés à l'activité sont systématiquement effectuées. Il convient de noter que cette présentation a été réalisée à l'attention de l'Inspection préalablement au présent contrôle .

Lors de la visite terrain, l'Inspection a constaté que le poste d'accueil est équipé d'un affichage présentant le plan d'intervention du site. En revanche, aucune consigne relative à l'exploitation et à la sécurité, conformément aux exigences de la prescription contrôlée, n'y est affichée.

Concernant l'entrée destinée aux chauffeurs PL, la porte est équipée d'un affichage précisant les consignes de sécurité en cas de sinistre, ainsi que l'interdiction de fumer, devapoter et d'introduire un téléphone portable non certifié. Cependant, il n'y figure pas le rappel relatif à l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, ni le rappel de l'obligation de permis d'intervention ou de feu pour les zones concernées de l'installation.

Néanmoins, durant la rédaction du rapport d'inspection, l'exploitant a transmis des justificatifs attestant du retour en conformité, notamment des photographies montrant la mise en place de nouveaux affichages aux entrées concernées, dont la complétude ne suscite plus de remarque de la part de l'Inspection.

Au regard de ces éléments, l'Inspection ne propose pas de suite administrative.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

[...]La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones[...].

Constats :

Au cours de la visite sur le terrain, les installations identifiées par l'exploitant comme présentant des risques liés à la présence d'atmosphère explosive sous forme de nuages de poussières combustibles ou due aux gaz ont été contrôlées.

Le contrôle par échantillonnage visant à vérifier le respect des prescriptions relatives à la signalisation aux entrées de ces zones à risque, en particulier les locaux "ADF1", "ADF2", "poudre" ainsi que "le hangar", n'appelle aucune remarque particulière de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2019, article 7.3.4.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Les travaux conduisant à une augmentation des risques (emplois d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et en respectant une consigne particulière. Le "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d'intervention" et éventuellement "un permis de feu" et la consigne particulière doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées. [...]
Constats : Lors du contrôle en salle, l'exploitant a précisé que, préalablement à toute intervention (travaux ou opérations de maintenance) susceptible de générer des points chauds, un permis de feu est systématiquement établi. Celui-ci est signé conjointement par la responsable HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement) ou son adjointe ou par défaut par le responsable maintenance du site, ainsi que par l'intervenant chargé d'exécuter les travaux. L'exploitant a également souligné que chaque permis de feu est systématiquement accompagné d'une autorisation de travail et d'un plan de prévention correspondant aux opérations à exécuter. Afin de démontrer la mise en œuvre de cette procédure, l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection trois permis de feu datés respectivement du 21 mai, du 2 juin et du 12 septembre 2025, ainsi que les autorisations de travail et les plans de prévention associés. Après échange avec l'exploitant, il a été constaté que ces permis avaient été délivrés à des entreprises extérieures ainsi qu'au service de maintenance interne, en vue d'interventions générant des sources potentielles d'inflammation (telles que des opérations de soudage, découpage et de meulage) dans des zones présentant un risque d'incendie ou ATEX. L'analyse de la complétude de ces documents, au regard des dispositions de la prescription contrôlée, n'appelle pas de remarque particulière de la part de l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite